



Contre la casse de l'hôpital public

Ce jeudi les salariés du secteur de la santé manifesteront contre la casse du service public hospitalier.

Depuis plusieurs mois, pas une semaine sans que les journaux ne fassent leur « Une » sur la dégradation des soins à l'hôpital : « *Les hôpitaux craquent* », « *Hôpitaux sous pression* » Les Echos), « *Cris d'alarme des hôpitaux publics sur leurs finances* ».

Les milliards d'économies imposés par Macron au service public hospitalier ont des effets délétères sur le soignants et les patients : augmentation du nombre de suicides de personnels hospitaliers : 4 suicides au CHU de Toulouse entre le 13 juin et le 11 juillet 2017, 8 à l'AP-HP entre janvier et octobre 2017, suicide de 5 internes en 2017, etc...

Décès liés à une attente interminable aux urgences : Reims, « une femme décède d'un infarctus après deux heures d'attente ». Perpignan, « un homme est retrouvé mort dans la salle d'attente des urgences ». Rennes, « décès d'une femme dans la salle d'attente après avoir été admise aux urgences une heure plus tôt ».

Décès dans les services hospitaliers. A Orléans un nourrisson atteint d'une grave maladie cardiaque décède. Pour la direction de l'hôpital c'est le manque de personnel et les économies à faire sur les IRM, scanner et radio qui fait qu'il « a été mal pris en charge ». Cette même direction, pour combler le déficit de 5 millions d'€ de l'hôpital, a programmé la suppression de plusieurs dizaines de postes.

En 10 ans 100 000 lits ont été fermés, les patients qui doivent être hospitalisé dans d'autres services faute de lits restent dans les couloirs.

La dégradation de la prise en charge des patients, des délais de 6 mois à un an pour avoir un rendez-vous, 2 ans pour faire une IRM, etc., c'est une question de moyens, de manque de personnel, c'est la conséquence de la politique de rigueur imposé à l'hôpital.

Partout en France les services d'urgence font face à une demande qu'ils peuvent de moins en moins satisfaire « *Cette crise actuelle concerne des patients que l'on doit hospitaliser. Les urgences sont saturées par des patients qui ont raison de venir à l'hôpital, parce qu'il faut les*

garder à l'hôpital pour les soigner. Ils ne viennent pas par manque de médecins généralistes » (François Braun, Président du syndicat des urgentistes Samu-Urgences de France).

Cette situation est le résultat des politiques de casse du service public hospitalier menée depuis 40 ans par les gouvernements de Droite et PS. Depuis 89, les ministres de la santé de Mitterrand ont mis en place des mesures d'économie qui ont été poursuivies par tous les gouvernements qui se sont succédés. Macron est là pour continuer la casse.

Depuis plusieurs mois des luttes longues, répétitives sont suivies par les personnels hospitaliers qui agissent de plus en plus nombreux pour imposer un véritable système de santé, pour le développement d'hôpitaux publics au service de tous. Plusieurs journées d'action sont déjà programmées : le 5 avril avec les Ehpad, les syndicats CGT, de Sud et de la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et des maternités de proximité appellent à une journée de grève le 15 mai.

Notre Parti Révolutionnaire Communistes sera présent le 22 mars comme il est présent dans toutes les luttes.